

groupe communiste de l'ENS

cycle de rencontres – enseignement supérieur et recherche

SÉLECTION, ORIENTATION OU DIFFÉRENCIATION ?

Pierre Ouzoulias

Chercheur CNRS, sénateur des Hauts-de-Seine,

vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication,

membre de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Marine Roussillon

MCF en littérature française, membre de la direction du PCF
en charge des questions d'éducation.

CONFÉRENCE-DÉBAT

SUR LE PROJET DE RÉFORME
DE L'ENTRÉE À L'UNIVERSITÉ



VENDREDI 16 FÉVRIER, 19H

ÉNS, SALLE DES ACTES, 45 RUE D'ULM, PARIS 5^e



**GROUPE
COMMUNISTE
DE L'ÉCOLE
NORMALE
SUPÉRIEURE**

entrée libre

facebook.com/CommunistesENS

SÉLECTION, ORIENTATION OU DIFFÉRENCIATION ?

▶ vers une rigidification des parcours

Si l'accompagnement des lycéens dans le choix de leur formation est primordial, il ne doit pas relever de la dissuasion. Or en pratique, Parcoursup accentue **l'incidence de l'origine sociale** (sélection sur critères extrascolaires, selon le lycée d'origine, selon le regard des professeurs), alors qu'un problème majeur est négligé : les **conditions d'accueil des étudiants** (enseignants surchargés, vacataires précaires, locaux insuffisants) continuent d'être dégradées.

▶ la mise en concurrence est inefficace

La sélection à l'université accélère un processus de différenciation problématique des établissements d'enseignement supérieur. Il induit un **accroissement des inégalités** entre territoires, comme entre alumni d'établissements différents ; ainsi qu'une **pression budgétaire qui conditionne les universités** à recourir à l'emprunt et augmenter leurs frais d'inscription. L'ensemble, associé au développement de l'enseignement privé, tend à faire de l'enseignement supérieur un coûteux système de profit plutôt qu'un service public.

▶ le parlement doit être législateur

Les universités se voient demander l'application du Plan Étudiant avant discussion de la loi associée au Sénat, tandis que la réforme connexe de la gouvernance de l'enseignement supérieur est menée par ordonnance : le rôle du parlement se trouve mis en cause.

Accompagnement à l'orientation des étudiants, soutien financier aux études, cadrage national des diplômes, investissements dans de nouvelles universités, les propositions crédibles ne manquent pourtant pas.

Nous vous invitons à y réfléchir et en discuter avec nous :



GRUPE
COMMUNISTE
DE L'ÉCOLE
NORMALE
SUPÉRIEURE

CONFÉRENCE-DÉBAT
VENDREDI 16 FÉVRIER, 19H,
ÉNS, 45 RUE D'ULM, PARIS 5^e